

ANNEXE 1

PRESCRIPTIONS GENERALES

1. PRESCRIPTIONS GENERALES

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et leur mode d'exécution.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'Entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

L'Entrepreneur participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le dossier de consultation.

1.1. CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé avoir préalablement à son étude de prix :

- Pris pleine connaissance du plan masse, de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécutions des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et leurs particularités ;
- Avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux de stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, tout dispositif d'interdiction d'accès au public).

Les renseignements sur l'état des lieux et des ouvrages fournis dans le dossier de consultation des entreprises ne dégagent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur contractant qui sera tenu d'en vérifier l'exactitude et d'en informer le Maître d'ouvrage en cas de manquement.

1.1 CONNAISSANCE DES OUVRAGES

Le titulaire de travaux à l'obligation de s'informer sur la destination des ouvrages qui lui sont commandés, et il prendra connaissance de toutes les pièces du projet.

Le titulaire est responsable de notifier au Maître d'œuvre, avant toute exécution, si l'ouvrage qui lui est demandé est d'une construction de qualité insuffisante ou hors norme pour sa destination.

Par la suite, il ne pourra invoquer son ignorance pour éluder certains travaux indispensables à une réalisation parfaite et complète des ouvrages.

Le titulaire le seul responsable des mesures à prendre et des moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux qui lui sont confiés.

1.2. COORDINATION ET PILOTAGE

Le Titulaire doit prendre connaissance de l'ensemble du projet (CCTP, plans), en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien et de tenir compte des sujétions éventuelles qui peuvent le concerner.

L'ensemble du lot devra la réception des ouvrages de couverture avant le démarrage des travaux

La coordination des travaux et de l'ensemble du Marché sera assurée par la Maitrise d'œuvre avec la collaboration du Titulaire pour traiter les sujets et les actions, en particulier vis-à-vis des :

- Exploitants du ou des sites;
- Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS)
- Le contrôleur technique mandaté par la Maîtrise d'Ouvrage
- Les concessionnaires réseau et en particulier ENEDIS ;
- Les autres entreprises intervenant dans le cadre du marché :
- Pour le désamiantage/couverture des toitures ;
- Pour les renforcements de structure

1.3. PROTECTION DES OUVRAGES

Le Titulaire du présent lot devra la protection de ses ouvrages pendant toute la durée de l'exécution du chantier, jusqu'au terme de la réception des travaux.

1.4. PRESCRIPTIONS DE REMISE D'OFFRE

1.4.1. Avant la remise d'offre

Le soumissionnaire devra :

- Avoir pris connaissance des plans de conceptions ainsi que des prescriptions imposées par l'ensemble des pièces écrites du dossier de consultation et pas tous les documents officiels auxquels ces pièces peuvent se référer ;
- Se rendre compte des difficultés d'accès au terrain, des circulations de engins et véhicules de stockage du matériel et des approvisionnements, d'alimentation en eaux, électricité, etc. d'installations et d'exploitation du chantier et en tenir compte dans leur proposition. Elles tiendront compte également des conditions climatiques du site ;
- Prévoir l'exécution dans les règles de l'art de tous les travaux de leur profession, nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage et au parfait fonctionnement des installations ;
- Prévoir les moyens (personnel, matériel) suffisants pour que l'exécution de leurs prestations entre dans le cadre général imparti, ainsi que leur délai particulier d'intervention à l'intérieur du planning général. ;
- Signaler au MOA et MOE, les anomalies, omissions ou imprécisions qu'elles auraient pu déceler dans les différents documents du dossier de consultation ;
- Répondre obligatoirement suivant le détail quantitatif joint au présent dossier, sachant que ce détail quantitatif est donné à titre indicatif aux entreprises, qui ont la faculté de le compléter et de rectifier les quantités.

1.4.2. Avant la mise en œuvre

- L'Entrepreneur devra avoir effectué sur place toutes les reconnaissances des lieux nécessaires à son étude, avoir apprécié toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer du fait de la configuration de l'ouvrage, de ses servitudes ou de sa composition.
- L'Entrepreneur sera réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de leur situation exacte, de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de leur exécution.
- Les renseignements donnés dans le présent C.C.T.P. et dans les différents documents joints dans le D.C.E constituent des éléments d'information qu'il appartiendra, si nécessaire, à l'Entrepreneur de compléter sous sa responsabilité. S'assurer sur place de la possibilité de suivre les côtes et les prescriptions du devis descriptif (C.C.T.P.) ;
- Se procurer les fiches techniques et PV de classement de tous les matériaux qu'elle propose d'utiliser, dans le cadre du CCTP, pour présentation au maître d'œuvre, et approbation. La mise en œuvre de tout produit n'ayant pas été agréé par le maître d'œuvre (et le Bureau de Contrôle si nécessaire), sera refusée et la dépose et la fourniture de nouveaux matériaux agréés par le maître d'œuvre sera à la charge de l'Entrepreneur, y compris l'incidence sur le planning des travaux ;
- Etablir le calendrier détaillé d'exécution dans le délai global prévu à l'acte d'engagement, tenant compte des prévisions :
- En effectif et qualification du personnel de maîtrise et ouvrier ;
- Des dates des commandes des produits spéciaux ou manufacturés ;
- Des dates de remise de documents, plans ou FT, ATec, PV de classement ;
- Des dates de mise en fabrication en atelier ;
- Des dates d'approvisionnement sur chantier ;
- Des dates et temps d'exécution des différentes phases d'intervention.

1.4.3. En cours de travaux

L'Entrepreneur doit :

- Informer au maître d'œuvre en temps utiles de tout retard prévisible dans l'exécution de certaines de leurs activités par suite de défaut d'approvisionnement, engins ou matériel accidentés, manque d'informations techniques, etc. ;
- Pouvoir présenter à la demande du maître d'œuvre un certificat ou facture de leurs fournisseurs, garantissant que le choix des matériaux et des fournitures sont bien conformes aux prescriptions du devis descriptif (CCTP) ;
- Prendre toutes les mesures utiles pour assurer la parfaite protection et conservation des matériaux et fournitures, tant avant qu'après leur mise en œuvre, donc pouvoir répondre de leur état et de l'absence de défaut caché ;
- S'assurer auprès du maître d'œuvre, avant toute commande de fourniture spéciales, articles préfabriqués ou manufacturés, que les éléments prévus au Marché ne seront pas modifiés, tant dans leur nombre que dans leurs caractéristiques.

1.2 DOCUMENTS GRAPHIQUES

Avant toute exécution, le Titulaire devra procéder à la vérification des cotes de tous les dossiers qui lui seront remis. Il sera tenu de signaler en temps opportun, les erreurs ou omissions qu'ils pourraient relever. Le Titulaire reste le seul responsable des erreurs ou omissions ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour eux l'oubli ou l'inobservation de cette clause.

1.3 RIGUEUR DES PIÈCES ÉCRITES

Le C.C.T.P. renseigne aussi exactement au Titulaire sur la nature et l'emplacement des travaux. Mais il convient de signaler que la description n'a pas un caractère limitatif et que le Titulaire doit exécuter les travaux nécessaires à la parfaite finition des ouvrages, d'après les plans, les règles de l'art et dans l'esprit du devis.

Il est formellement spécifié, que par le seul fait de soumissionner, le Titulaire reconnaît avoir signalé les imprévus, omissions ou contradictions qu'il aurait pu y relever et que toutes les solutions y ont été apportées.

En conséquence, il ne pourra, après remise de son prix et signature du marché, soit refuser d'exécuter des ouvrages ou travaux complémentaires, de quelque nature que ce soit, jugés utiles ou indispensables par le Maître d'Œuvre, à la parfaite finition des travaux, soit de prétendre que ces travaux donnent lieu à une augmentation de son prix forfaitaire ou à un allongement du délai contractuel.

1.4 GESTION CONTRÔLE QUALITÉ

1.4.1 Organisation

Le Titulaire est tenu de mettre en place et de faire fonctionner un système d'organisation d'Assurance de la Qualité pour la réalisation des prestations qui lui sont demandées.

L'objectif de cette organisation est double :

- La maîtrise des coûts et de la qualité des ouvrages ;
- La maîtrise des délais.

Le Titulaire est responsable de la gestion de son système d'Assurance Qualité. Elle sera tenue, à cet égard, de prendre toutes dispositions complémentaires qui seront jugés nécessaires par le bureau de contrôle.

En particulier, elle devra respecter le cadre de travail et réaliser l'ensemble des contrôles prévus à sa charge et mentionnés dans les CCTP spécifiques respectifs.

Ces contrôles feront l'objet de la part de l'Entreprise d'une note de synthèse récapitulant les dispositions envisagées et les moyens qui seront mis en œuvre pour la réalisation des contrôles. Cette note devra recevoir l'agrément de l'AMO avant tout démarrage de travaux.

1.4.2 Programme d'Assurance Qualité

Le Titulaire rédigera les procédures nécessaires à la gestion du système d'Assurance Qualité.

Ces procédures définissent de manière pratique, la nature et la méthodologie des actions menées par le Titulaire afin de mesurer le niveau des prestations.

Ces procédures porteront notamment sur les domaines suivants :

- Collecte des données (sol, interface avec d'autres entreprises, délais, etc.) ;
- Choix des matériaux ;
- Réception des matériaux ;
- Exécution des travaux (phasages, modes opératoires) ;
- Information des problèmes rencontrés : actions correctives ;
- Contrôles (matériaux, remblais, implantation, pentes, ouvrages béton armé ...) ;
- Réception des ouvrages.

L'exécution de ces procédures est naturellement à la charge et aux frais du Titulaire pendant toute la durée du chantier.

En ce qui concerne la réception des matériaux et le contrôle des travaux, les procédures s'inspireront du Cahier des Charges minimales de Contrôle.

1.5 CONFORMITE AUX NORMES ET REGLEMENTS

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec les normes et règlements techniques en vigueur à la date du marché.

Les procédés de technique non courante doivent faire l'objet d'une accréditation par un organisme certificateur agréé. Les travaux devront être réalisés conformément à cette accréditation.

1.6 CONDITIONS CLIMATIQUES ET HYDROLOGIQUES

- Actions climatiques : selon EUROCODE

1.5. CONTROLE DES TRAVAUX

1.5.1. Contrôle technique

Dans le cas où le Maître d'ouvrage a mandaté un bureau de contrôle technique agréé pour les missions de contrôle technique (définies par le Maître d'ouvrage) :

Tous les plans d'exécution relatifs à la stabilité des ouvrages et à la sécurité des personnes en génie civil, électricité, etc. qui sont soumis pour visa à l'Assistant Maîtrise d'Ouvrage (AMO) devront obligatoirement être accompagnés de l'avis favorable du contrôleur technique.

1.5.2. Contrôle extérieur

L'Entrepreneur prendra à sa charge la vérification des systèmes, tels qu'électriques et électroniques, qu'il installe ou raccorde sur des ouvrages existants, par un organisme certificateur agréé, et fournira avant la réception des travaux une attestation de conformité délivrée par cet organisme (CONSUEL).

1.5.3. Contrôles externes

Le cas échéant, l'Entrepreneur devra se soumettre aux contrôles d'un expert indépendant mandaté par la Maîtrise d'ouvrage.

1.6. CONTROLE INTERNE DE L'EXECUTION

1.6.1. Organisation

L'Entreprise est tenue de mettre en place et de faire fonctionner un système d'organisation d'Assurance de la Qualité pour la réalisation des prestations qui lui sont demandés.

L'objectif de cette organisation est double :

- La maîtrise des coûts et de la qualité des ouvrages ;

- La maîtrise des délais.

L'entreprise est responsable de la gestion de son système d'Assurance Qualité. Elle sera tenue, à cet égard, de prendre toutes dispositions complémentaires qui seront jugés nécessaires par le bureau de contrôle.

En particulier, elle devra respecter le cadre de travail et réaliser l'ensemble des contrôles prévus à sa charge et mentionnés dans les CCTP spécifiques respectifs.

Ces contrôles feront l'objet de la part de l'Entreprise d'une note de synthèse récapitulant les dispositions envisagées et les moyens qui seront mis en œuvre pour la réalisation des contrôles. Cette note devra recevoir l'agrément de l'AMO ou de la MOE avant tout démarrage de travaux.

1.6.2. Programme d'Assurance Qualité

L'Entrepreneur rédigera les procédures nécessaires à la gestion du système d'Assurance Qualité.

Ces procédures définissent de manière pratique, la nature et la méthodologie des actions menées par l'Entreprise afin de mesurer le niveau des prestations.

Ces procédures porteront notamment sur les domaines suivants :

- Collecte des données (sol, interface avec d'autres entreprises, délais, etc.) ;

- Choix des matériaux ;

- Réception des matériaux ;

- Exécution des travaux (phasages, modes opératoires) ;

Information des problèmes rencontrés : actions correctives ;

Contrôles (matériaux, remblais, implantation, pentes, ouvrages béton armé ...) ;

Réception des ouvrages.

L'exécution de ces procédures est naturellement à la charge et aux frais de l'Entrepreneur pendant toute la durée du chantier.

1.7. REUNION

1.7.1. Rendez-vous de chantier hebdomadaire

Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction du Maître d'œuvre, ont lieu, une fois par semaine, au jour fixé dès l'ouverture du chantier.

Les Titulaires seront tenus d'assister à ces réunions pendant toute la durée de l'exécution de l'ensemble des travaux ou de s'y faire représenter valablement. Les représentants désignés de chaque entreprise devront pouvoir, pour les affaires courantes, prendre toutes dispositions et décisions techniques et financières sur place sans avoir besoins de consulter leur direction.

Des comptes rendus seront établis pour les rendez-vous de chantier par le Maître d'œuvre. Une tenue à jour de l'avancement des travaux sera réalisée par l'OPC et jointe au PV de chantier chaque semaine. L'OPC pourra, s'il le souhaite faire une réunion de coordination indépendante de la réunion de chantier. Les entreprises seront également tenues d'y assister.

1.7.2. Réunions exceptionnelles

Les titulaires sont tenues, de surcroît, d'assister à tous rendez-vous demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage qui se tiendraient en dehors des rendez-vous hebdomadaires.

1.8. RESPONSABLES DE CHANTIER

Les titulaires doivent avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elles ont commencé les travaux, un Chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage. En cas d'absence des Chefs de chantier, les Entreprises (qui devront toujours avoir des représentants qualifiés) n'en resteront pas moins responsables de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ces absences. Les Chefs de chantier devront être capables de représenter valablement leur Entreprise tant auprès du Maître d'œuvre que des autres Titulaires, et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes questions courantes de chantier.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander le remplacement de ces employés par simple lettre recommandée au Titulaire.

1.7 INSTALLATION DE CHANTIER ET TENUE DU CHANTIER

1.7.1 Sécurité et protection de la santé

En application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 sur la sécurité et la protection de la santé, l'importance du chantier nécessite la mise en place d'un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé

Le Titulaire devra réaliser un « Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ».

Pendant toute la durée du chantier, le Titulaire est tenu de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de son propre personnel, du personnel des autres entreprises travaillant sur le chantier, des tiers et des voisins.

Pour ce faire, il procédera à la mise en place de tous les dispositifs adéquats assurant la protection contre les chutes, les projections et la poussière.

La zone de travaux doit être parfaitement signalisée et interdite au public. Le Titulaire prend toutes les mesures de sécurité des personnes, et de protection et signalisation sur la voie publique, en accord avec la réglementation en vigueur (arrêtés municipaux, règlements de police, etc.).

Par ailleurs, un plan de prévention sera établi avec l'exploitant des hangars pour chacun des projets. Le titulaire a l'interdiction formelle d'intervenir en l'absence de cette mise au point et du plan de prévention qui en témoigne.

1.7.2 Nuisances de chantier

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières générées ;
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- Les salissures des voies publiques et privé.

1.7.3 Stockage de matériels et matériaux

Le stockage de matériaux devra être limité au maximum par le Titulaire.

Des installations spécifiques seront destinées au dépôt, assemblage, stockage et base de vie.

Le titulaire prévoira les moyens adéquats pour protéger ces zones de stockage (barrières HERAS, containers) et prévoira si nécessaire ces propres containers.

1.7.4 Protection du chantier

Le titulaire doit garantir les matériaux, installations, outillages et ouvrages des dégradations qu'ils pourraient subir, notamment du fait des intempéries ; il devra réparer les dommages provenant du défaut de précaution, remettre en état ou remplacer à ses frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le Maître d'ouvrage restant, en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, le titulaire devra protéger les ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'ouvrage.

Aucune indemnité ne sera allouée au titulaire pour les pertes par des cambriolages, des avaries ou des dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de moyen ou les fausses manœuvres.

Le titulaire est responsable des vols et dégradations quelconques qui pourraient se produire sur le chantier.

1.7.5 Nettoyage de chantier et évacuation des déchets

Le titulaire doit toujours maintenir le chantier dans un état de propreté impeccable afin que l'exploitation du site soit perturbée au minimum pendant la période des travaux, et il prendra toutes les précautions et mesures nécessaires pour protéger les ouvrages mis en place.

Le titulaire doit l'évacuation journalière des déchets de l'ensemble du chantier.

Le titulaire est responsable de la gestion et de l'évacuation de ses déchets et prévoit la mise à disposition de bennes adaptées et leur roulement pour ses propres besoins.

En aucun cas les bennes de tri ne seront placées sur les voies d'accès pendant les heures d'exploitation du site. Les bennes de tri ne devront pas être placées le long des façades principales. L'aménagement du chantier, base vie, bennes des déchets sera défini dans la note organisation de chantier au début de la mission et coordonnée par l'OPC.

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas procédé au nettoyage de son chantier et à l'évacuation journalière de ses déchets, le Maître de l'ouvrage fera réaliser ces prestations par une entreprise de son choix et aux frais de Titulaire défaillant et des pénalités journalières seront appliquées au titulaire conformément au CCAP.

1.8 GESTION D'UN CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

La loi-cadre européenne du 15/07/1975 régit l'élimination des déchets : tout producteur de déchets est responsable de ses déchets et des conditions dans lesquelles ils sont collectés, transportés, éliminés ou recyclés.

Depuis la loi du 13 juillet 1992, ne sont admis en installations de stockage que les déchets ultimes, c'est-à-dire les matériaux dont la part valorisable aura été extraite et le caractère polluant réduit.

Ainsi, est à la charge du Titulaire :

- Stocker les déchets avant leur élimination dans des conditions ne présentant aucun danger pour l'environnement et la santé et favorisant leur valorisation ultérieure ;

- Éliminer ou faire éliminer ses déchets dans de bonnes conditions et dans des installations respectant les normes en vigueur et favorisant au mieux leur valorisation ;

- S'assurer de la traçabilité des déchets ;

- Remettre ses déchets à un transporteur agréé ;

Il est recommandé au titulaire de :

- Réduire sa production de déchets ;

- Produire des déchets les moins dangereux pour l'environnement et la santé ;

- Trier les déchets sur le chantier ;

- Éviter le mélange des matériaux de nature ou de destination différente ;

- Éliminer ses déchets au plus près du chantier pour limiter les coûts et les nuisances liés au transport ;

- Favoriser la valorisation des déchets.

1.9 REMISE EN ETAT DES LIEUX

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au Maître d'ouvrage, au plus tard :

Le jour de la réception des travaux.

Le titulaire devra pour cette remise en état des lieux :

Enlever ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;

Evacuer, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;

Evacuer l'ensemble des installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de titulaire ne seront pas démontées et les lieux remis en état, Le titulaire reste le seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.